

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 9 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARPI MINERAL FRANCE

ECOPOLE DES GRANDS MOULINS
21270 Drambon

Références : 0005401112/2024-45

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2023 dans l'établissement SARPI MINERAL FRANCE implanté ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 Drambon. L'inspection a été annoncée le 16/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARPI MINERAL FRANCE
- ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 DRAMBON
- Code AIOT : 0005401112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux, compris dans le périmètre de l'Ecopôle des Grands Moulins, est située sur la commune de Drambon dans le département de la Côte d'Or et

exploitée par la société Sarpi Mineral France dans le cadre de l'Arrêté Préfectoral n° 465 du 3 juillet 2019 et de l'Arrêté Préfectoral Complémentaire n°716 du 15 juin 2022 portant transfert de l'autorisation d'exploiter du site à la société SARPI Minéral France.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réserves de produits ou matières consommables	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 2.2.1	Sans objet
2	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 2.5.2	Sans objet
3	Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 4.3.6.2	Sans objet
4	Gestion des lixiviats internes	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 4.4.6.1	Sans objet
5	Déchets – Principe de gestion	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 5.1.8	Sans objet
6	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 7.7.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite s'est tenue dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'Inspection des installations classées. L'inspection n'a pas relevé de non-conformité, elle a cependant fait des observations mineures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réserves de produits ou matières consommables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Réserves de produits
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.
Constats : L'inspection s'est rendue sur site au niveau du casier amiante et ISDND et a pu constater la présence de matériaux de recouvrement en quantité satisfaisante ainsi qu'un stock d'argile (utilisé principalement pour la neutralisation de départ de feu). Ces volumes sont évalués par l'exploitant

à plus de 500 m³.

L'exploitant précise qu'il consomme en terres de recouvrement, matériaux inertes de déchetterie et ceux issus de la plate-forme de tri des déchets du BTP environ 300 à 400 t par semaine en exploitation normale, cette consommation est supérieure pendant les mois estivaux. La multi activité du site permet une souplesse d'approvisionnement de ces différents matériaux.

Les quais de déchargement sont équipés de bacs :

- sel de déneigement ;
- absorbants ;
- récupération refus déchet D3E/batteries ;
- récupération bidons souillés ;

Le site est équipé d'un hangar centralisant les stocks des différents produits nécessaires à l'exploitation du site :

- maintenance des engins (consommables) ;
- maintenance des installations ;
- produits liés à la sécurité (absorbants, sel de déneigement).

Au sein du hangar, était notamment présent un stockage d'AD Blue. Si celui-ci était bien disposé sur une rétention, la dimension de celle-ci semblait insuffisante pour pouvoir récupérer l'ensemble du produit en cas de fuite.

Observations :

Observation n°1 :

L'exploitant s'assurera du bon dimensionnement du stockage d'AD Blue (GRV de 1000 l).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 2.5.2

Thème(s) : Autre, Registre des plaintes

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un registre des plaintes sur lequel il consigne toute réclamation. Il y précise a minima l'objet, l'origine, la description de la réclamation, le cas échéant les conditions météorologiques, ainsi que les suites données.

Constats :

L'ensemble des événements du site sont suivis via l'application interne « SYNERGIE », elle reprend, entre autres, les plaintes. Les suites données y sont consignées.

Les dernières plaintes recensées en 2020, 2021 et 2023 sont liées à la circulation de poids lourds aux abords du site, le trafic journalier oscillant entre 80 et 100 poids lourds par jour d'après l'exploitant.

Exemple : 26/06/2020, problème de circulation de camion dans le village de Saint-Léger-Trey lié aux travaux sur la RD959. En concertation avec le Conseil Départemental, un nouveau plan de circulation a été mis en place et une communication a eu lieu auprès de la commune et des riverains. Des portes ouvertes annuelles ont lieu chaque année ce qui permet de maintenir le

climat de confiance entre riverains et exploitant. En cas de manquement aux règles de circulation (sur site ou hors site), l'exploitant informe le client via une fiche de circulation qui peut aller jusqu'à l'interdiction du chauffeur sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 4.3.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.
Constats : L'inspection s'est rendue au bassin BPK2am, d'un volume utile de 1780 m ³ , qui collecte les eaux des casiers de l'ISDND. Le bassin est clôturé et un dispositif de pompage, extérieur à l'enclos, permet de réaliser des prélèvements d'eau en sécurité. A noter, le jour de l'inspection, le portail n'était pas fermé à clef. A noter que les eaux sont réinjectées dans les casiers, les compteurs volumétriques permettent de suivre les volumes utilisés. Cependant, les protections transparentes mises en place sur le compteur rendent la lisibilité des valeurs très difficile (vieillesse du plastique transparent). L'exploitant a indiqué qu'il allait remédier à ce problème. Au niveau du bassin amiante 18269, se trouve le comptage de la redistribution dans les casiers K2-IB, K2-IA, K2-HB et K2-HA.
Observations : Observation n°2 : L'exploitant veillera à ce que le portail d'accès au bassin soit fermé à clef.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion des lixiviats internes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 4.4.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, collecte
Prescription contrôlée : La longueur des canalisations transportant les lixiviats vers les unités internes ou les bassins principaux est réduite au maximum. Les canalisations sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des polluants contenus dans les lixiviats qu'elles acheminent. Ces canalisations sont accessibles et peuvent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité ; à ce titre, elles font l'objet d'examens périodiques permettant de s'assurer de leur bon état à une fréquence au moins annuelle. Le suivi de ces contrôles est formalisé et tenu à disposition de l'Inspection des installations classées. Avant leur mise en service, les canalisations sont contrôlées en pression afin de vérifier l'absence de fuite. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à disposition de l'Inspection des installations classées.

Constats :

En 2015, une campagne de travaux a été entreprise pour passer l'ensemble des canalisations de lixiviats en double-peau.

L'exploitant indique que lors des derniers travaux d'extension de réseau en 2020, des tests à l'air ont été réalisés sur le casier K2GA (9 juin 2020).

Un contrôle mensuel visuel du point bas est réalisé pour vérifier qu'il n'y a pas de fuite entre la peau et la double-peau.

Ce contrôle est consigné dans l'application « SYNERGIE » avec un report dans le tableau « suivi bassin BRD 2023 » (rapport mensuel par l'opérateur dédié).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déchets – Principe de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 5.1.8

Thème(s) : Autre, Registres d'entrée/sortie des déchets – Refus d'admission

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre de refus d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets qu'il n'a pas admis, en précisant les raisons du refus. Ces registres sont consignés et tenus à disposition de l'inspection des installations classées durant 5 ans.

Constats :

L'exploitant tient à jour un tableau de suivi des refus de déchets, indiquant la date, le nom du producteur du déchet, l'objet du refus de déchet.

Refus relevés en 2022 :

- 25/11 : matelas ;
- 25/1 : certificat d'acceptation non-conformité ;
- 15/6 : déchet non conforme ;
- 8/8 : Bordereau de Suivi de Déchet Amiante non signé/ BSDA Trackdechets obligatoire ;
- 16/12 : Véhicule fourgon non conforme pour le déchargement des Big Bag en sécurité.

Refus relevés en 2023 sur l'amiante :

- 11/8 big-bag ouvert ;
- 24/8 body-benne non fermé.

Ces refus de tri font l'objet d'un mail à la DREAL BFC, à la mairie de Drambon et éventuellement à la DREAL du lieu de production du déchet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 7.7.4

Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie. L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.

L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :

- les différents risques rencontrés sur l'installation ;
- le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;
- la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site, la conduite à tenir en cas d'accident ;
- les moyens de protection et de prévention ;
- les déchets et les filières de gestion des déchets ;
- les moyens de protection et de prévention ;
- les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ;
- les formalités administratives et contrôles à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site.

Constats :

Le site comprend une quarantaine d'agents SARPI ainsi qu'une dizaine de sous-traitants présents à l'année.

Un plan de formation est mis en place par le siège reprenant les formations obligatoires et les formations relevées par l'agent ou l'encadrant lors des entretiens professionnels annuels.

L'exploitant dispose d'un tableau informatisé reprenant l'ensemble des formations des agents, précisant le programme des formations à suivre dans l'année

En 2023, 186 formations ont été dispensées, impliquant plusieurs organismes : ERTF / IFOPSE / formation interne (exercice POI...).

Le service administratif a accès au dossier des agents du site, le service central ayant une vision sur l'ensemble des personnels des différents sites ce qui permet d'avoir un suivi des agents mutés au sein du groupe.

Tous les ans, l'ensemble du personnel reçoit une formation incendie/extincteur (personnel administratif, de laboratoire, opérateurs...). Le plan de formation prend en compte l'ensemble du personnel sous-traitant présent à l'année sur le site (chauffeurs d'engin, Suez bio-énergie, contrôleur d'accès).

La gestion de la formation des prestataires occasionnels se fait par le biais de plans de prévention (ponctuel ou annuel) et par la sensibilisation des visiteurs à l'accueil.

L'inspection a regardé le parcours de formation d'un opérateur entré en 2013 et celui d'un nouvel arrivant. Une formation initiale est dispensée, permettant au nouvel agent de connaître les éléments de sécurité du site (POI...) et d'acquérir les compétences obligatoires à sa prise de poste (ex : CASES...). L'inspection constate :

- que les formations devant être dispensées aux nouveaux arrivants n'apparaissent pas dans le tableau de suivi des formations car celui-ci est édité en début d'année ;
- que les formations précédemment suivies par les salariés SARPI en provenance d'autres sites du groupe n'apparaissent pas non plus dans le tableau. Cependant, celles-ci sont reprises dans le dossier de l'agent.

Les nouveaux cadres reçoivent une formation spécifique sur les consignes d'astreintes. La validation de cette formation est formalisée par la signature d'une attestation de formation débouchant sur un avenant à leur contrat de travail leur permettant d'intégrer les équipes d'astreinte (1 équipe d'astreinte est composée au minimum d'un cadre et d'un opérateur SARPI, 2 opérateurs entre mai et septembre).

L'exploitant indique, pour exemple, que la nouvelle responsable site, provenant d'un autre site du groupe et à jour de ses formations, a été formée en juillet à la gestion de l'astreinte sur le site de Drambon. En revanche, le suivi de cette formation n'a pas été formalisé.

Observations :

Observation n°3 :

Il convient d'alimenter le tableau de suivi des formations concernant les nouveaux agents.

Type de suites proposées : Sans suite